# AUJOURD'HUI

- Hebdomadaire libertaire

# Ici on exploite sans AMI

'AMI est le nouveau fer de lance de l'offensive capitaliste mondiale. Cet accord n'est pas issu du néant. Il est le fruit de la volonté des dirigeants écono-



miques et des gouvernements occidentaux. Un tel accord n'est possible que parce que la base de l'organisation économique et sociale, dans toutes les « démocraties » occidentales, est l'exploitation de l'homme par l'homme.

Oui, les dispositions contenues dans l'AMI ouvrent grande la porte au néolibéralisme le plus sauvage, mais les patrons et l'État suisses n'ont pas attendu cet accord pour faire de l'exploitation des travailleurs la règle dans les usines, les commerces, les bureaux. De la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à il y a peu de temps, cette réalité du capitalisme suisse a été occultée par un compromis historique entre les « représentants » des salariés, le patronat et l'État. En échange de la paix sociale, le prolétariat suisse a été invité à la table de la bourgeoisie... pour y dresser les couverts et ramasser les

Aujourd'hui, cette situation a vécu : la majorité du camp bourgeois (banques et industries d'exportation) a fait le choix de la mondialisation et n'a plus guère la fibre patriotique. Les entreprises « nationales », comme les autres, adhèrent aux lois du marché mondial et à la logique de la haute finance; elles délocalisent et

sous-traitent dans les pays où la main d'œuvre est moins chère et les lois « sociales » inexistantes, elles exploitent les uns, jettent les autres à la rue. Aucune différence n'est à faire entre Coca-Cola et la Migros.

Pour résister à ces nouvelles attaques, certains cherchent un nouveau compromis dans le cadre de l'économie nationale ou européenne. L'exploitation se maintiendrait, de façon un peu adoucie peut-être, dans le cadre de la mère patrie ou de l'Europe. Cette solution ne remet pas en cause les mécanismes de l'exploitation et il est illusoire de croire que la bourgeoisie va faire des cadeaux au prolétariat.

Ce qu'il faut reconstruire, c'est une alternative résolument anticapitaliste, antiétatique basée sur l'auto-organisation des exploités. Les possibilités de succès d'un tel mouvement sont loin d'être garanties. Toutefois, le premier pas est, déjà, de reconnaître qu'ici et maintenant, dans un cadre organisé par l'État suisse, le seul choix pour une majorité d'individus est de travailler à n'importe quel prix et dans n'importe quelles conditions ou d'être projeté dans la pauvreté. Tout reste à faire.

Le collectif d'AUJOURD'HUI

# La Baronne et la Brimée (fable)

Je l'ai vu à la télé : la question des femmes, par les temps qui courent, ça se partage entre l'élection de miss Suisse et le féminisme de Ruth Dreifuss, voire de la reine d'Angleterre. Sissi, le féminisme peut bien être impérial, madame la Baronne! Exit les classes sociales : la Baronne et la Brimée, la patronne et l'ouvrière, ne voilà-t-il pas la fraternité féminine nouvelle? Et pourtant, une fois le tango médiatique passé, la baronne rentrée en son château, et la prolo à l'usine, que reste-t-il? Un goût amer pour les exploitées qui ont pu croire un instant au miracle d'un féminisme supra-social mené par les Rotschild de la charité féminine.

Femmes exploitées, celles qui se prétendent vos sœurs, car femmes aussi, ne sont en fait que de vrais machos sociaux! Questionnez-les sur leur situation, leurs revenus, leur train de vie! Oui, il doit y avoir un combat radical des femmes, mais un combat lucide, afin que les travailleuses et les exclues deviennent les seules propriétaires de leur existence. Et alors, on verra ce qu'en penseront les « amies » d'hier assises sur leur trône de privilèges sociaux. N'oubliez pas : entre la patronne et l'ouvrière, entre la juge et la détenue, entre la Baronne et la Brimée il n'existe rien d'autre qu'une énorme contradiction sociale.

# **Opinion**

Psycho-journalisme au procès de Florence Rey

## Livre

L'Europe en chemise brune de M. Rajsfus

# Luttes

Un p'tit tour et puis s'en vont ...

# **AUJOURD'HUI**

#### **Opinion**

# Procès de Florence Rey

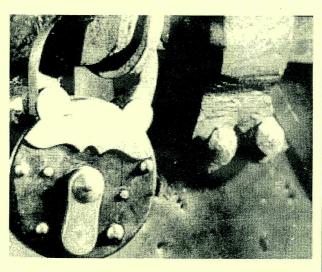
Ce procès qui s'est ouvert jeudi 17 septembre devant la cour d'assises de Paris, apparaît comme une véritable aubaine pour les journaux et la télévision

C'est à celui qui arrivera à cerner au plus près les dispositions psychologiques, « la personnalité et les mobiles » ¹ de la jeune femme; pour trouver une explication plausible à l'équipée meurtrière dans laquelle un chauffeur de taxi, trois policiers et son compagnon Audry Maupin trouvèrent la mort le 4 octobre 1994.

Bien qu'il ne soit pas du tout surprenant. le traitement médiatique de cette histoire, n'en n'est pas moins extrêmement pénible. Pourquoi, alors que les faits sont connus, faut-il fouiller dans la vie privée de cette jeune fille, révoltée sans doute, mais apparemment sans problèmes jusqu'à cette soirée dramatique? La presse agit-elle de même à l'occasion des bavures policières? Nous livrera-t-on les ressorts psychologiques de ce policier de Tarbes qui a récemment abattu un jeune homme qui lui demandait une cigarette?

Quand des violences sont commises par des gens qui se reconnaissent dans les idées libertaires, quand elles touchent des représentants de l'autorité, les médias s'en donnent à cœur joie. Elles sont beaucoup plus discrètes, pour les crimes ordinaires. Cela n'est pas nouveau. Il en est de même de certains politiciens, toujours prêts à renchérir quand des représentants de la police sont touchés. Charles Pasqua, alors ministre français de l'intérieur, déclarait, au lendemain du drame, qu'il était en faveur du rétablissement de la peine de mort « pour les assassins les plus sordides, ceux qui s'attaquent aux personnes âgées sans défense, ceux qui violent ou qui tuent des enfants, ceux qui assassinent des responsables des forces de l'ordre »

Nous sommes opposés à toute apologie de la violence. Nous sommes favorables aux luttes collectives et nous rejetons la solution individuelle de l'illégalisme.



Ceci dit, nous tenons à dénoncer ici l'amalgame qui est fait, tant sur le plan juridique que dans les médias, entre la violence qui touche les personnes faibles et sans défense, et celle à laquelle peuvent être confrontés des professionnels entraînés et armés.

Florence Rey a acheté un fusil au rayon chasse du magasin La Samaritaine. Avec Audry Maupin, elle a dérobé des armes à des policiers. Puis le couple a cédé à la panique et son aventure s'est achevée, vingt-cinq minutes plus tard, dans une fusillade. Il n'y sans doute rien à comprendre, rien à expliquer. Des jeunes révoltés, confrontés à une existence trop dure et qu'ils pensent sans issue, peuvent parfois faire une grosse connerie qui tourne au drame.

Florence Rey sera sans doute condamnée à une lourde peine de prison. Elle risque la perpétuité, même si elle-même n'a tué personne. Il est évident qu'elle n'est pas une personne dangereuse, mais la « justice » tout comme le système carcéral ne visent pas à protéger la société, pas plus d'ailleurs qu'à éduquer

les détenus, mais à punir, à réprimer, à montrer la puissance de l'État.

Les journalistes/psychologues qui se penchent sur le « cas » Rey devraient savoir que, le plus souvent, un délit, un meurtre est pour celle ou celui qui le commet un accident de parcours qui n'a aucune raison de se reproduire. Mais malheureusement tout porte à croire qu'ils éviteront de l'expliquer, aussi bien aux jurés qu'au public en général.

La violence, dans nos société, n'est pas l'apanage des déviants. Il suffit de penser aux guerres. aux famines, aux processus d'exclusion, aux accidents du travail... Par ailleurs, on sait que le système carcéral est plus néfaste que les méfaits qu'il prétend combattre. Les idées sur lesquelles il s'appuie, comme celle qui prétend que la prison constitue un moyen de payer sa dette envers la société, ne tiennent pas la route. Le procès de Florence Rey est aussi pour nous l'occasion de le rappeler.

M. Argery

1 «Le Monde», 18 septembre 1998. 2 Ibid.

#### Livre

# Connaître pour combattre

EDAM - Europe inclut dans son catalogue de diffusion en Suisse l'excellent ouvrage des éditions REFLEX sur l'extrême droite européenne

L'Europe en chemise brune, Collectif, préface de Maurice Rajfus, éditions REFLEX, Paris, 1992, 160 p. 1

Disons-le d'emblée, nous allons nous montrer élogieux à l'égard de ce livre, au moment où le rapprochement du Front National avec une droite plus traditionnelle est en France, plus que jamais, d'actualité. Premièrement parce qu'il est d'un abord aisé, et qu'il peut se lire facilement. Secondement, pour la quasi exhaustivité du panorama dressé, pour la période de 1945 à 1992 en Europe occidentale. Et, enfin, pour la précision du travail effectué : nous remarquons ainsi la présence en fin d'ouvrage d'un index des noms propres et d'une bibliographie par pays, Bref, cet ouvrage permet autant de « prendre la température du sujet » que de servir de point de départ à qui désire mener une recherche plus approfondie.

Ce livre renferme une dizaine d'articles concernant chacun un pays d'Europe de l'ouest, dont la Suisse. Précisions historiques et tentatives de compréhension de la renaissance et de la relativement récente prise d'importance des mouvements néo-fascistes, populistes et néo-nazis, le tout accompagné de nombreuses références, constituent l'essentiel de chaque texte.

Un aspect particulièrement intéressant, expliquant en partie la genèse de l'extrême droite actuelle, est de constater que, dans les pays ayant vécu un régime nazi, fasciste ou fascisant durant la guerre (le gouvernement de Vichy étant à classer dans la dernière catégorie), le système politique ne s'est qu'imparfaitement débarrassé des autorités et fonctionnaires d'extrême-droite en place avant et durant la guerre. L'urgence était alors d'éviter que certains pays versent dans la sphère d'influence communiste, en remettant rapidement en place des structures sûres et éprouvées. C'est ainsi que des « Comités de la libération » se sont vus dépouillés de leurs prérogatives au profit de leurs anciens ennemis... Cette « épuration » imparfaite a permis à certains de se refaire une virginité, de reconquérir un certain pouvoir et de faire preuve ultérieurement de beaucoup de mansuétude à l'égard des groupes fascistes renaissants. Cet aspect historique explique en partie la relativement rapide résurrection de l'extrême droite, laquelle a immédiatement après la guerre entrepris le travail de « réhabilitation » et de recherche d'une image « honnête » et respectable, dont elle récolte les fruits maintenant.

Au gré des pages, on apprend ou se rappelle certaines informations intéressantes, dont la présence en 1964, par exemple, d'Alain Madelin, actuel et célèbre ultra-libéral, dans les rangs d'Occident, organisation qui « se fait connaître par la violence de ses activités » 2. L'existence d'une liste électorale commune RPR-UDF-FN en 1983 informe également sur la permanence des accointances possibles entre la droite et l'extrême droite. P.-S.: Bien évidemment, cet ouvrage publié en 1992 ne couvre pas les dernières années. En ce qui concerne la Suisse, le lecteur intéressé pourra consulter L'Extrême droite en Suisse : Organisations et radicalisation au cours des années quatrevingt et quatre-vingt-dix, Urs Altermatt et Hanspeter Kriesi, Editions Universitaires Fribourg, 1995, 293 p.

F. Mirail

1. Ce livre peut être commandé à : EDAM - Europe, c/o Aide Mutuelle, case postale 664, 1211 Genève 4 CHF 11.90 + frais de port 2. p. 38

#### Annonce

A partir du 9 octobre AUJOURD'HUI modifie son rythme de parution et devient bimensuel (deux fois par mois). La première raison à ce changement est que le travail que demande au collectif – au sein duquel personne n'est rémunéré – la réalisation chaque semaine d'un numéro est tel que les autres activités liées à AUJOURD'HUI, que le collectif désire développer (réunions publiques, débats, etc.), ne peuvent l'être. Notre volonté, en prenant cette décision, est aussi de donner une nouvelle respiration au journal en nous donnant plus de temps pour la réflexion autour des articles et en nous permettant de réaliser ce que le manque de temps nous interdisait jusqu'à présent, comme, par exemple, les enquêtes et les entrevues.

Nous avons pensé que ce changement était l'occasion d'organiser, ce que nous souhaitions depuis longtemps, une **rencontre avec les lecteurs d'AUJOURD'HUI**. Ce sera l'occasion de parler du passé d'AUJOURD'HUI autant que de son avenir.

Nous serons heureux de rencontrer toutes les personnes intéressées le :

vendredi 9 octobre 1998, à 20 h 30

à la Cave Valaisanne, au Carnotzet, bd Georges Favon 23, Genève.

#### LA FABRIQUE DE LA VÉRITÉ

Le marché et ses serviteurs politiques et médiatiques travaillent sans relâche à la construction et la consolidation de l'idée que l'organisation de la société selon leurs intérêts est, en fait, son organisation naturelle. Leur intention est d'établir en dogmes ce que sont, en réalité leurs choix politiques, économiques et sociaux. Cette rubrique se veut une collection des produits de cette vaste usine à construire des « véri-

« L'économie et les entreprises pratiquent de plus en plus cette souplesse que notre gouvernement appelle de ses vœux. Il n'y a plus guère, dans les faits, d'âge réel de la retraite, la flexibilité devient la règle sans qu'aucune norme écrite ne soit venue entériner cette évolution, ni surtout l'encadrer. »

Contribution de Marco Cattaneo, rédacteur en chef Tribune de Genève, *La Tribune de Genève*, 19 septembre 1998.

### Luttes

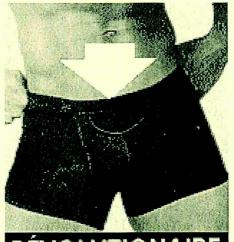
# «Grèves en septembre, Noël en décembre»1

C'est maintenant une tradition: la rentrée est le signal attendu, pour les syndicats de la fonction publique, de battre le rappel des troupes, laissées sciemment tout au long de l'année écoulée dans une douce torpeur

Au moment où nous mettons sous presse, la fonction publique genevoise2 s'apprête à vivre une « mémorable » journée de mobilisation, de celles que les dirigeants syndicaux affectionnent tant. Pensez donc : une demi-journée de grève, suivie d'une assemblée et d'une manif. Du tout grand, du génial, du jamais vu! Tout ceci pour en arriver probablement à un statu quo, bien démoralisant pour la « base ». Après ce petit tour de manège, les braves élites syndicales pourront quitter le front pour s'en retourner à leurs occupations habituelles, jusqu'au prochain affront patronal. Ce sera alors reparti pour un tour...

Pourtant, les attaques que subissent les fonctionnaires sont de plus en plus violentes: le mouvement de péjoration enclenché au début des années quatre-vingt-dix ne fait que s'amplifier, pour bientôt, sans doute, atteindre les sommets que l'on connaît dans le privé. D'ailleurs, si l'on considère les slogans et mots d'ordre syndicaux, ce n'est plus au nom de la défense d'une certaine qualité de service public 3 que l'on se bat cette année, mais bel et bien contre les attaques sur les salaires et le pouvoir d'achat.

Il faut dire que le contexte précédant la rentrée 1998 est tout à fait inédit : en effet, le gouvernement genevois a eu cette année la magnifique idée d'organiser une « Table Ronde » de négociations, réunissant tous les « partenaires sociaux » 4, dans le but de trouver une solution au « problème » du déficit cantonal. Les propositions de la « Table Ronde » vont être soumises, sous forme de loi, à l'approbation populaire en décembre. Dans le cas où elles seraient acceptées, elles priveraient effectivement les syndicats de leurs « instruments de travail » habituels que sont les négociations au coup par coup avec l'Etat-employeur, ceci pour une durée de quatre ans au moins. Nous passerons rapidement sur les aspects particulièrement iniques de certaines propositions 5 pour observer que le gouvernement réussirait, en cas d'acceptation par le souverain, un bien joli coup : non seulement il expédierait durablement sur la touche les syndicats « partenaires sociaux » - ce qui démontre bien à quel point le modèle helvétique de « paix du travail » a vécu : le capital n'en a plus besoin et peut se permettre, avançant à



# RÉVOLUTIONAIRE BRAGUETTE HORIZONTALE

visage découvert, de le jeter aux orties –, mais, surtout, il ôterait quasiment toute substance et toute pertinence aux actions syndicales habituelles (grèves, manifs, etc.), en circonscrivant habilement le « champ de lutte » au seul domaine politique traditionnel, à savoir la récolte des signatures pour contester un objet légal, par voie de référendum ou d'initiative. Toute grève contestant la loi deviendrait automatiquement illégale.

Les propositions de la « Table Ronde » provoquent également une assez grosse bisbille entre l'Alliance de gauche et les verts-roses °, en grand désaccord sur l'essence du processus de négociation et sur l'ensemble des propositions. Et voilà un troisième goal marqué par l'équipe « droite-gouvernement » : l'éclatement de la ténue majorité de « gauche » au Grand Conseil!

Toutefois, il ne faut pas se faire trop de souci dans le moyen terme pour les syndicats de la fonction publique, particulièrement pour leurs permanents payés : on leur réservera sans doute quelque strapontin d'où ils pourront continuer de faire illusion. La perdurance, momentanée, du modèle syndical en vigueur ici, et les orientations politiques des dirigeants expliquent probablement le manque d'imagination et de réelle réaction des appareils syndicaux - les événements de l'été et de cet automne auraient pu être l'occasion de remettre en question pratiques et fonctionnement, dans le but de rendre aux bases leurs prérogatives,

tisme étroit -. L'explication vaut aussi pour la démobilisation et le manque de perspective et de vision politique des troupes, dont le moral est au plus bas, et dont l'activité principale consiste à ne pas intervenir dans le débat. Voilà le résultat du syndicalisme à la suisse : la majorité des gens les plus concernés préfèrent s'abstenir, soit qu'ils comprennent instinctivement qu'ils sont dépossédés de tout rôle concret dans le jeu politico-syndical et de tout contrôle sur leurs conditions de travail, soit qu'ils sont victimes du lavage de cerveau capitaliste. A cet égard, certaines prises de position publiques de fonctionnaires démontrent à l'envi l'étendue des dégâts.

Cette démotivation, ainsi que la désagrégation du secteur public est préoccupante. En effet, jusqu'à présent, les conditions de travail des employés du secteur public en faisaient un bastion de résistance possible. A ce train, tous ses travailleurs vont bientôt tomber dans la précarité qui est la règle dans le privé. Ce résultat ne pourra réjouir que les capitalistes.

Y. Upstairs

- 1. Proverbe genevois.
- 2. Demi-journée d'actions prévue le 24 septembre, à Genève et dans le canton de Vaud.
- 3. Lors des précédentes manifs et grèves de fonctionnaires, ces derniers protestaient autant pour le maintien dela qualité des prestations que pour leur salaire.
  4. L'Alliance de gauche et le Cartel Intersyndical de la fonction publique ont quitté la «Table ronde» en cours de négociation. Quant aux Verts et aux socialistes, ils ont siégé jusqu'au bout, approuvant le «paquet» pro-

posé en votation le 20 décembre prochain.

- 5. Par exemple, les handicapés de condition modeste verront leur revenu annuel amputé de plus de 3000 francs, tandis que les multimillionnaires contribueront à hauteur d'un forfait de ... 2000 francs! C'est ce que le gouvernement appelle la «symétrie» des efforts. Il ne s'agit même plus de cynisme ...
- 6. Cf P. Mugny, *Une polémique qui entrave un débat essentiel*, in *Le Courrier* du 22 septembre 1998.

AUJOURD'HUI est un hebdomadaire du vendredi, réalisé par un collectif constitué au sein d'Aide Mutuelle. Editeur responsable: Claude Cantini.

Tirage: 200 ex. Adresse:

**AUJOURD'HUI** c/o Aide Mutuelle case postale 664, 1211 Genève 4

CCP: 17-471708-7 e-mail: edam.ch@tao.ca

-maii: edam.cn@tao.ca cas.ch@tao.ca

et d'élargir la notion de syndicalisme,

actuellement engoncé dans un corpora-